

Réponses André MARTIN

Question 1 = mon engagement en tant que Conseiller Régional depuis 1 an et demi auprès de Christelle Morançais l'a démontré, je me battrais pour que l'apprentissage retrouve sa place dans notre système de formation et à tous les niveaux – c'est possible, nos résultats en Pays de la Loire le démontrent – l'instauration d'un cadre contractuel, juridique, fiscal stable et la levée des freins normatifs doivent permettre à la France de renouer avec cette chance de former nos jeunes (et moins jeunes - voir expérimentation en cours) au plus près de l'entreprise

Question 2 = ma priorité n°1 dans le cadre de cette campagne est de redonner sa juste valeur au travail – cela passera nécessairement par une baisse des charges qui permettra entre autre de créer une véritable différence entre la rémunération du travail et les revenus d'assistance

Question 3 = la VAE est également un sujet qui m'occupe en tant que Conseiller Régional et je souscris tout à fait à la nécessité d'y recourir de manière plus opérante, une VAE partielle, une VAE plus en phase avec la réalité de l'entreprise doit être imaginée – il en va de la transférabilité des compétences validées dans une économie où les « métiers de demain » bougeront de plus en plus vite

Question 4 = ma position n'est pas précisément définie mais si des différences sont maintenues (et donc justifiées) il faudra les encadrer très strictement pour éviter toute distorsion concurrentielle

Question 5 = il faut vite mettre fin à la multitude de statut des travailleurs – ils sont travailleurs en France et sont soumis au même statut – l'équité entre tous les travailleurs d'une ensemble européen renouvelé s'impose et vite

Question 6 = aucune difficulté pour ma part, à défiscaliser les bénéfices réinvestis dans l'entreprise – la transformation et la transmission de l'outil de travail est à ce prix

Question 7 = l'avènement du statut unique va dans le sens des simplifications qu'on nous annonce depuis longtemps – à nous de passer de la parole aux actes en garantissant une sécurité juridique

Question 8 = il faut transformer le RSI en caisse de protection des travailleurs indépendants – on ne plus accepter de cotiser sans connaître le niveau de prestation qui sera servi en cas de mise en œuvre des garanties

Question 9 = ayant grandi dans une famille où ce statut faisait défaut, je mesure la nécessité de protéger le conjoint

Question 10 = la vision restrictive de l'innovation est sclérosante – nos TPE PME ETI des Mauges et de la région angevine débordent de créativité, de recherche « non fondamentale » et ça fait leur richesse (économique, financière, humaine) – ne les bridons pas

Question 11 = la transformation numérique de notre économie est à ses débuts, elle va s'accélérer, saisissons cette chance – c'est un rendez-vous historique à ne pas manquer et TOUS nous devons être mobilisés pour que la société française dans son ensemble en profite (l'Etat dans son fonctionnement et son administration au premier rang)

Question 12 = les instances consulaires comme la société française et l'économie européenne doivent s'adapter, faire évoluer la nature de leurs interventions – avec les pouvoirs publics, elles doivent être des facilitateurs d'initiative, de accompagnateurs de réussite économique, de vitalité territoriale